



Maryam Radjavi: appel à la fermeté de l'Union européenne face à l'Iran
23 octobre 2019

Discours de Maryam Radjavi au Parlement européen – Présentation du livre sur le massacre de 1988

Je suis heureuse de me trouver dans la maison de la démocratie de l'Union européenne. Je voudrais tout d'abord présenter aux représentants des peuples de l'Union européenne un document exceptionnel : il s'agit d'un recueil contenant les noms de plus de 5000 prisonniers politiques Moudjahidine du peuple massacrés par les mollahs. Si je voulais présenter en une phrase l'Iran d'aujourd'hui au bout de 40 années de pouvoir du fascisme religieux, je dirais que l'Iran est une terre de massacres, où en plus du massacre des prisonniers politiques, il y a aussi celui des ressources naturelles, de la culture et de l'environnement.

Ce livre ne contient pas seulement des noms d'exécutés ; c'est également un témoignage historique sur la manière dont l'Iran a été pris en otage par le fascisme religieux.

Ce livre évoque la situation actuelle d'une nation sous la répression inhumaine des mollahs à l'intérieur des frontières de l'Iran, tandis qu'à l'étranger ses droits humains, sa liberté et sa résistance restent ignorés.

En 1988, sur une fatwa de Khomeiny, 30.000 prisonniers politiques ont été massacrés. La majorité étaient membres et sympathisants des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI).

Ce crime contre l'humanité a été commis dans un silence total. Les criminels au pouvoir n'ont publié ni les noms des exécutés ni où ils les ont enterrés.

Au cours des trois dernières années, grâce aux efforts de l'OMPI, un mouvement pour la justice s'est développé dans tout l'Iran. La publication de ce livre est le fruit de ce mouvement.

On trouve dans ce livre les noms de martyrs, les lieux de fosses communes clandestines ainsi que les noms de 86 criminels appartenant à 35 commissions de la mort.

63% de ces individus sont des responsables du régime. Actuellement, le mollah Raïssi, chef du pouvoir judiciaire, le ministre de la Justice, le vice-président du parlement et nombre des plus hauts responsables judiciaires du régime ont été membres des commissions de la mort.

Le guide actuel, Khamenei, était président de la République pendant le massacre. Le président actuel, Hassan Rohani, était à l'époque un haut responsable militaire et sécuritaire.

Ce livre est aussi un récit douloureux de la politique de complaisance face au plus grand massacre politique de l'après Seconde Guerre mondiale. Les gouvernements occidentaux et l'ONU ont fermé les yeux sur ce massacre.

Une fois acquis l'impunité pour ce grand crime, le régime des mollahs a imposé une guerre au Moyen-Orient qui ne cesse de se développer.

Et voilà que depuis six mois, malgré une souplesse maximum des pays européens, le régime des mollahs viole de plus en plus l'accord nucléaire et qu'il s'apprête à commettre sa quatrième violation.

Dans ces conditions, je suis venue proposer à l'Union européenne une politique réaliste et nécessaire face à l'Iran et la région du Moyen-Orient. Devant un régime qui fait échouer les initiatives européennes, en particulier celles de la France, que faut-il faire ?

La réponse est qu'il faut adopter une politique de fermeté européenne dont la condition nécessaire est naturellement le soutien à la Résistance du peuple iranien pour l'instauration de la démocratie et de la souveraineté populaire.

Après la signature de l'accord nucléaire en juillet 2015, j'avais souligné au nom de la Résistance iranienne que pour empêcher la guerre dans la région, les pays 5+1 devaient faire preuve de fermeté sur la non-ingérence du régime iranien et son éviction de tout le Moyen-Orient.

De même, en janvier 2017, au Parlement européen, j'ai averti que si le fascisme religieux n'était pas traité avec fermeté, il allait imposer une guerre funeste à la région et au monde.

En profitant de l'accord nucléaire et de ses concessions, les mollahs ont rapidement développé leur programme de missiles, ont noyé la Syrie dans le sang et ont étendu la guerre au Yémen.

Regardons à présent les événements de ces derniers mois.

Les mollahs et les gardiens de la révolution ont attaqué à plusieurs reprises les pétroliers dans les eaux internationales ainsi que les installations pétrolières et les aéroports des pays voisins.

Comme je l'ai dit, aujourd'hui-même, les autorités albanaises ont dévoilé de nouveaux détails sur le complot terroriste qui a visé l'OMPI dans ce pays en mars 2018.

Ces informations montrent clairement que l'ensemble du régime des mollahs avec toutes ses factions sont impliqués dans l'exportation du terrorisme. Par conséquent une fois de plus, j'insiste sur le fait que pour barrer la route aux activités terroristes et d'espionnage de ce régime, il faut inscrire son ministère du Renseignement (Vevak), le corps des pasdaran et la Force Qods sur la liste du terrorisme. Il faut traduire en justice leurs agents et les expulser. Il faut enfin fermer les ambassades de ce régime dans tous les pays, parce qu'elles sont des centres de complots et d'exécution d'opérations terroristes.

La question est de savoir pourquoi continuent-ils ces attaques sans s'inquiéter de leurs conséquences ? Tout simplement parce qu'ils ne voient aucune fermeté à leur encontre. Ils ne lancent pas ces attaques parce qu'ils ont confiance dans leurs forces mais parce qu'ils sont sûrs de la passivité de la communauté internationale.

Comme l'a dit Massoud Radjavi, le dirigeant de la Résistance iranienne : « Sur la base de l'expérience de ces quatre décennies, la menace c'est de céder. Sans cela, l'Iran ne se libérera pas. »

Mais pourquoi les mollahs ont-ils un besoin effréné de ces actions ? Parce qu'en Iran, en particulier face au mouvement de protestation, leur régime est profondément en danger.

Dans la première quinzaine de ce mois, des milliers d'habitants de Lordegan, dans le sud-ouest de l'Iran, ont manifesté contre les mollahs. Ils ont incendié le gouvernorat, le bureau de l'imam du vendredi, le bureau du représentant de Khamenei et d'autres centres du pouvoir.

De même, la ville d'Arak à 300 km de la capitale, a été le théâtre ces dernières semaines et ces derniers jours de vastes manifestations de travailleurs. Il faut y ajouter les protestations des étudiants, des enseignants, des retraités et des employés qui continuent dans diverses villes d'Iran.

La jeunesse en colère et insurgée a mis le feu aux effigies des dirigeants du régime dans l'ensemble du pays.

De leurs côtés, les mollahs ont plus que jamais recours aux arrestations et aux exécutions. Depuis 2013, l'année où Rohani est arrivé à la présidence, le nombre d'exécutions avoisine les 4000 et la torture et la persécution des prisonniers politiques se poursuivent.

Au fait, pourquoi ceux qui sont si attachés au commerce avec le régime des mollahs n'ont pas envoyé une seule fois et n'envoient toujours pas une délégation visiter les prisons pour connaître la situation des détenus politiques.

Pourquoi n'ont-ils aucune réaction face à la répression des femmes et la privation de leurs droits ? Heureusement que le Parlement européen ne se tait pas devant les violations des droits humains. On peut citer par exemple la résolution du 19 septembre dernier qui condamne les violations des droits des femmes par le régime des mollahs. Je remercie sincèrement les eurodéputés pour cela. Dans les années passées également, le Parlement européen a fait des efforts admirables pour défendre la Résistance iranienne. On ne peut oublier le rôle de ce parlement contre la répression et la tuerie des combattants de la liberté par les mollahs et la dilapidation des droits du peuple iranien et de sa Résistance par la politique de complaisance. C'est pourquoi on attend une nouvelle initiative de sa part pour l'adoption d'une politique de fermeté vis-à-vis du régime iranien. Par conséquent :

- 1 - Il faut conditionner tout échange ou relation de l'Union européenne avec le régime iranien à l'arrêt des exécutions et de la torture en Iran.
- 2 - Il faut renvoyer le dossier du massacre des prisonniers politiques devant le Conseil de sécurité de l'ONU et la Cour pénale internationale. Les responsables de crimes contre l'humanité, en particulier du massacre de 1988, doivent être traduits en justice.
- 3 - Il faut former une mission d'enquête internationale pour visiter les prisons et voir les prisonniers politiques. Et l'ONU doit contraindre le régime des mollahs à accepter la venue de cette mission.
- 4 - La communauté internationale, en particulier l'Union européenne, doit reconnaître le droit du peuple iranien à résister pour changer de régime et instaurer la démocratie et les droits humains.

Chers amis,

Un des noms écrits dans ce livre est celui de Zahra Bijanyar. Elle avait 28 ans et se trouvait depuis de longues années en prison. Dans une lettre, depuis sa cellule, elle a écrit :

« J'ai compris que même si les oppresseurs nous découpent en petits morceaux, ils ne peuvent nous arracher la vie tant que nous resterons fermes dans notre foi et nos convictions. Ils ne nous prendront la vie que lorsque nous leur vendrons notre cœur et notre foi. C'est cela le secret de la résistance d'un monde humain. »

Ce message de Zahra et de toutes les victimes du massacre dit qu'un monde humain appelle à résister face à la dictature et à l'oppression et à lutter pour la liberté.

Je vous remercie.